

**DIRECTION D'INFRASTRUCTURE
DE LA DÉFENSE DE CAYENNE**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(CCTP)**

**GUYANE (973) – FAG – Accord-cadre à bons de commande pour la
maintenance préventive et corrective des installations et équipements
contre l'incendie et des installations d'extinction automatique de gaz des
bâtiments des forces armées en Guyane**

SOMMAIRE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES.....	1
ARTICLE 1 : ORGANISATION GENERALE DE L'ACCORD-CADRE.....	3
1.1 Contexte des prestations	3
1.2 Périmètre fonctionnel des prestations	3
1.2.1 Limites de prestations.....	3
1.2.2 Normes de référence	4
1.3 Mesure de sécurité et protection du secret	4
1.4 Obligations du titulaire après la notification et avant le début des prestations	4
1.5 Modalités en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (HSCT)	5
ARTICLE 2 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	6
2.1 Maintenance préventive.....	6
2.1.1 Nature de la maintenance préventive.....	6
2.1.2. Périodicités d'entretien retenues	6
2.1.3. Nature des prestations d'entretien.....	6
2.1.4 Pièces de rechange et consommables	8
2.1.5 Suivi des déchets	8
2.2 Maintenance corrective	8
2.2.1 Nature de la maintenance corrective.....	8
2.2.2 Déroulement d'une opération de maintenance corrective.....	8
2.2.3 Engagements du titulaire.....	9
ARTICLE 3 : SUIVI D'EXÉCUTION	9
3.1- Maintenance préventive.....	9
3.2- Maintenance corrective.....	10
3.3- Rapport technique annuel.....	10
3.4 Rapport état des lieux final	10
ANNEXE 1 - TABLEAU DES PRESTATIONS.....	11
ANNEXE 2 - LISTES DES INSTALLATIONS	13

ARTICLE 1 : Organisation générale de l'accord-cadre

1.1 Contexte des prestations

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) a pour objet la définition des prestations de maintenance des installations et équipements contre l'incendie et plus spécifiquement inclura aussi les installations d'extinction automatique de gaz des bâtiments des forces armées en Guyane (FAG).

La liste des installations à entretenir relatives au présent accord-cadre est fournie en annexe du présent CCTP.

Il est réputé avoir une parfaite connaissance des installations qu'il aura à charge, de l'état général des équipements associés dont il devra assurer la maintenance.

Avant le démarrage des prestations, un procès-verbal contradictoire reprenant l'état général et quantitatif des installations (état zéro), sera dressé par le titulaire du marché. Il devra ajuster la liste des installations avant le démarrage des prestations.

Un rapport technique annuel sera rédigé ainsi qu'un état des lieux final en fin de marché que le titulaire fournira à l'administration (article 3.3 du présent document).

Le titulaire s'engage à exécuter toutes les prestations demandées en vue de l'entretien normal et permanent des installations confiées quel que soit leur degré de vétusté, dans le respect de la législation, des règles de la profession ainsi que des dispositions du présent CCTP.

Les pièces de rechange types, fournitures diverses, et produits spécifiques utilisés devront être conformes aux préconisations du constructeur, aux fiches techniques des équipements et aux normes et règlements en vigueur.

Sur proposition du titulaire, le maître d'œuvre validera ou refusera l'emploi de ses composants ou éléments fonctionnels principaux de remplacement.

Le marché étant décomposé en 3 lots, le maître d'œuvre désigne ci-dessous les interlocuteurs du titulaire :

- **Lot 1** : responsable de l'antenne DID de Kourou ;
- **Lot 2** : responsable de l'antenne DID de Matoury ;
- **Lot 3** : responsable de l'antenne DID de Cayenne.

Le présent CCTP est commun à tous les lots.

Les candidats peuvent postuler à un ou plusieurs lots.

1.2 Périmètre fonctionnel des prestations

1.2.1 Limites des prestations

Les prestations incluses au présent accord cadre sont celles stipulées à l'article 2 du présent CCTP.

Les prestations s'appliquent à l'ensemble des installations :

- Systèmes de sécurité incendie (SSI) de catégorie A et E;
- Systèmes de sécurité incendie de type installations comportant des agents d'extinctions à gaz (IAEG) ;
- Systèmes de détection incendie (SDI) ;
- Systèmes de mise en sécurité incendie (SMSI) ;
- Centralisateurs de mise en sécurité incendie (CMSI) ;
- Alimentation électrique de sécurité ; indicateur d'actions
- Équipements d'alarmes du type 1, 2a, 2b, 3 et 4 ;
- Es équipements associés, asservies aux systèmes tels que les portes coupe-feu, les clapets, les commandes d'arrêt de système de ventilation, CTA, les exutoires des fumées, les systèmes de désenfumages (dont les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), les dispositifs d'adaptateurs de commandes (DAC), les dispositifs actionnés de sécurité (DAS), les dispositifs de commandes manuelles (DCM), les dispositifs de commandes manuelles regroupées (DCMR) et les diffuseurs d'alarmes sonores avec flash ou sans, avertisseur sonore et lumineux (DASF/DVAF) ou lumineux (DVAF) ; AGS diffuseur d'alarme générale sélective;
- Détecteurs de fumées, ioniques, thermiques, multi-ponctuel à haute sensibilité, les événements surpression,
- Réservoirs sous pressions de stockage pour les agents extinction automatique à gaz, selon le type de gaz ;
- Équipements associés tels que les reports d'alarmes, transmetteurs téléphoniques.

1.2.2 Normes de référence

Les prestations devront être exécutées conformément à la **réglementation en vigueur** constituée par l'ensemble des textes issus de la législation française et européenne (APSAD, APSAIDR, CCH, DTU, Code du travail, etc.).

Le titulaire s'engage à appliquer immédiatement toute nouvelle norme ou réglementation et à en avertir par écrit l'Administration dans les plus brefs délais.

L'ensemble du personnel intervenant sur les sites, doit être qualifié et formé conformément à la réglementation pour assurer prestations relatives à l'accord cadre.

Le titulaire s'engage à intervenir avec du personnel de compétences parfaitement adaptées aux prestations faisant l'objet du présent accord cadre, et disposant de parfaite connaissance du domaine.

Le titulaire devra présenter les qualifications et références professionnelles réglementaires de son personnel (Habilitations et Certifications de qualifications professionnelles) nécessaires à la réalisation des prestations attendues.

L'Administration se réserve le droit de résilier le marché dans le cas où les prestations seraient exécutées en contradiction avec ces dispositions législatives et réglementaires.

Les dispositions techniques générales qui doivent être appliquées pour l'entreprise pour l'exécution des prestations sont recueillies :

- par le code de la construction et de l'habitation tant sur l'aspect légal que réglementaire ;
- par le code du travail article R 237-1 à R237-28 1 art L4121-1 (sauf dispositions spécifiques autorisées par le code de la défense dont les modalités dérogatoires seront fournies exclusivement par le chef d'établissement)
- Norme en vigueur NFS 61-933 fixant les règles générales minimales d'exploitation et de maintenance du Système de Sécurité Incendie (SSI) ;
- Les référentiels APSAD dont le R7, relative à la détection d'incendie- règle d'installations et de maintenance
- règlement de sécurité incendie

L'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP), article GE6 à GE10, MS73, DF10.

Cette énumération de la réglementation n'est qu'informatrice et non limitative, l'entrepreneur doit se référer aux textes afférents à sa spécialité.

Le titulaire réalise l'ensemble de sa mission conformément aux règles de l'art et aux normes françaises. Il assure le parfait fonctionnement des équipements. Les matériaux non normalisés doivent avoir fait l'objet d'un avis du CSTB.

Toutes modifications nécessaires au respect de ces documents techniques doivent être signalés lors de la première visite qui suit l'état zéro. Un devis pourra être établi en ce sens.

Dans le cas où une nouvelle réglementation impose des modifications des installations, l'entrepreneur doit fournir un devis détaillé nécessaire à cette mise en conformité (incluant de fait le délais maximum nécessaire à cette mise en conformité)

1.3 Mesure de sécurité et protection du secret

La clause de sécurité et de protection du secret est applicable au présent marché qui est considéré comme un contrat sensible, au sens de l'article 78 de l'arrêté du 30 novembre 2011 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

À ce titre, les personnels intervenant dans le cadre du présent marché devront obligatoirement avoir satisfait à la procédure de contrôle élémentaire.

1.4 Obligations du titulaire après la notification et avant le début des prestations

Les obligations du titulaire consistent en :

- la participation à l'élaboration du plan de prévention avec le chargé de prévention de la formation bénéficiaire ;
- la constitution des dossiers pour les contrôles élémentaires individuels.

Une réunion de démarrage fixée par ordre de service (OS), aura lieu afin de rappeler les modalités générales d'exécution des différentes prestations du périmètre de l'accord cadre, les prescriptions techniques à appliquer et fixer au plus tôt la date de réalisation de l'état zéro des installations.

L'état zéro reportera la vérification et le recensement de tous les équipements des sites concernés dans un fichier unique au format Excel.

Le titulaire fournira lors de la réunion de démarrage, le planning d'exécution annuel (positionnement calendaire des semaines retenues) des prestations de maintenance préventive, mis à jour conformément à la date de notification du marché.

Le marché aussitôt notifié, le titulaire doit présenter au maitre d'œuvre le personnel cadre de son entreprise désigné pour assurer la responsabilité et le suivi des prestations. Comme précisé par le règlement de consultation du présent marché, **le personnel devra être celui proposé dans l'organigramme fonctionnel et la composition de l'équipe**. Si des personnels différents sont désignés par le prestataire, la quantité d'heures de mise à disposition devra être la même et les compétences détenues équivalentes.

Il devra répondre à toutes sollicitations et convocations du maitre d'œuvre pendant toute la durée du marché.

Un mois avant la reconduction tacite, le titulaire devra remettre le nouveau planning annuel. Une nouvelle réunion de démarrage pourra être tenue.

1.5 Modalités en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (HSCT)

Le titulaire devra respecter la réglementation en vigueur en matière d'HSCT, et se conformera aux prescriptions plus précises du plan de prévention.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS

2.1 Maintenance préventive

2.1.1 Nature de la maintenance préventive

Les prestations de maintenance préventive seront effectuées selon le planning défini, adaptées aux conditions de fonctionnement et d'utilisation spécifique de chaque installation, telles que définies par la réglementation en vigueur.

Il s'agit d'opérations périodiques visant à procéder :

- au bon fonctionnement des installations ;
- au respect des exigences réglementaires ;
- de pérenniser l'état général des équipements dans le temps ;
- de détecter dans les meilleurs délais toutes défaillances afin d'anticiper les pannes.

Le titulaire devra être capable d'une part d'entretenir, de diagnostiquer et de remplacer les équipements qui lui seront confiés et d'autre part, de diagnostiquer et corriger une panne ou non-conformité (notamment lors des contrôles et vérifications périodiques obligatoires effectuées par un organisme indépendant).

Il s'engage à effectuer toutes les prestations nécessaires afin d'assurer le bon fonctionnement, normal et permanent, de ces installations dans les conditions réglementaires de sécurité.

En cas de manquements avérés et dûment constatés de ses obligations en matière de maintenance préventive, le titulaire aura à sa charge les coûts supplémentaires engendrés par des réparations techniques opportunes.

2.1.2. Périodicités d'entretien retenues

Le titulaire devra effectuer une maintenance préventive semestrielle sur les installations. La première visite s'effectuera trois mois après la notification du marché et la deuxième visite six mois après.

2.1.3. Nature des prestations d'entretien

Conformément à l'article 1.1 du CCTP de l'accord-cadre, un procès-verbal contradictoire reprenant l'état général et quantitatif des installations (état zéro), sera dressé par le titulaire du marché, avant le démarrage des prestations.

Au cours de ces visites, il est procédé aux opérations :

- mentionnées au présent CCTP ;
- préconisées dans les programmes d'interventions définis par les installateurs, constructeurs, ou rendues nécessaires à la levée des observations des organismes indépendants de contrôle technique ;
- de contrôle du dispositif permettant d'effectuer le prélèvement d'échantillon du rejet des eaux résiduelles et le contrôle de la mesure de débit ;
- de la réalisation d'un suivi et de PV d'autocontrôle de détection et d'asservissement des systèmes en particulier de valider le fonctionnement correct des équipements du système d'extinction automatique à gaz (IEAG)

Le PV d'autocontrôle se présentera à minima la typologie suivante

PV AUTOCONTROLE POUR DETECTION ET ASSERVISSEMENT IEAG							
Je soussigné responsable XY, atteste que les équipements suivant AEG ont fait l'objet d'un autocontrôle de fonctionnement correct.							
N° REF	Quantité	Type	Référence	repère	Localisation	Test C ou NC	Observations
C = correct NC = non correct							
Anomalies restantes : <i>Aucune ou XX anomalies</i>							
Observations : Autocontrôle concluants ou non concluants (ouvrant des mesures correctives)							
Date // signature du responsable							

- de la réalisation d'un suivi et de PV de mise en service de système d'extinction automatique à gaz (AEG)

- et plus précisément décrites dans les **"fiches de suivi technique"** produites dans le mémoire technique lors de la consultation (justificatives du suivi des opérations d'entretien pendant la visite). Ces fiches récapitulatives seront validées en début de marché avec ou sans modification du maître d'œuvre.

Le détail des prestations de maintenance est décrit dans l'article 2.1.4 du présent CCTP.

Elles sont à considérer comme un programme de maintenance minimum. Ce programme ne saurait en aucun cas être considéré comme exhaustif.

En sus de ce programme, le titulaire est tenu de prendre à sa charge, la mise à jour :

- des plans de zone (avec légendes) sur un support plastifié et fixé au mur ;
- de la mise à jour des matériels (figurant annexe 4) et au départ de l'état zéro ;
- de l'ensemble des documents détenus, confiés ou créés au titre du contrat.

Les codes de réactivation des centrales doivent être fournis au maître d'œuvre.

2.1.4 Pièces de rechange et consommables

Dans le cadre de la maintenance préventive, le titulaire aura à sa charge l'intégralité (en fourniture et mise en œuvre) des ingrédients et consommables nécessaires à la remise en service des équipements suite à défaillance ou panne, notamment :

Toutes les prestations, d'un montant inférieur à 1 000 € dont :

- ☐ Graisses, lubrifiants, chiffons, produits divers (mastics, silicone, résine, etc.) ;
- ☐ Petit matériel électrique (ampoules, fusibles) ;
- ☐ Visserie, boulonnerie, graisseurs, consommables pour outils de perçage et de coupe (lame, disques, forêts, etc.) ;
- ☐ Piles, batteries, ampoules.

La liste des prestations prises en compte au titre du marché n'est pas exhaustive et est transmise à titre indicatif. Les moyens d'élévation pour le travail en hauteur qui sont nécessaires à la réalisation des opérations sont à la charge du titulaire (échelle, escabeau).

Les caractéristiques techniques des pièces de rechange et des matières consommables sont celles préconisées par le constructeur.

Les pièces de rechanges sont neuves. Si les pièces de rechanges ou les consommables ne sont pas conformes, le titulaire sera dans l'obligation de se mettre en conformité.

Le titulaire garantit les fournitures contre toute malfaçon ou vice de fabrication décelé lors de l'utilisation.

Les pièces et les composants fournis par le titulaire sont garantis au minimum 1 an après leur mise en place.

L'enlèvement et l'élimination des pièces usagées, des lubrifiants, des consommables et des emballages sont à la charge du présent titulaire. Les déchets seront évacués dans des filières agréées comme stipulé à l'article 2.1.5 du présent document

2.1.5 Suivi des déchets

La gestion des déchets industriels tels que batteries piles, etc., doit être conforme à la réglementation.

Conformément à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, l'entreprise devra présenter un bordereau électronique saisi dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets –**TRACKDECHETS**- pour des déchets dangereux, ainsi que dans la mesure du possible pour les déchets non-dangereux.

La présentation du bordereau électronique pourra se faire, soit en amont de l'enlèvement, soit le jour de l'enlèvement.

L'adresse précise du point de collecte devra être correctement renseigné.

2.2 Maintenance corrective

2.2.1 Nature de la maintenance corrective

La maintenance corrective comprend l'ensemble des opérations nécessaires à la remise en état de marche d'un équipement défectueux détecté lors de visites périodiques ou se manifestant de manière soudaine pour un montant égal ou supérieur à 1 000,00 €.

Outre les coûts de main d'œuvre et de déplacement, elles comprennent :

- le constat, le contrôle et le diagnostic de la panne ;
- suivant le cas, soit une réparation immédiate, soit une réparation différée avec un approvisionnement de pièces de rechange.

Une opération de maintenance corrective débute lorsqu'une panne est signalée au titulaire du présent accord-cadre et se termine lorsque l'administration constate que le matériel en panne est de nouveau fonctionnel.

2.2.2 Déroulement d'une opération de maintenance corrective

Les interventions se dérouleront durant les jours et heures ouvrables s'étendant du **lundi au vendredi de 08h00 à 18h00, à l'exclusion du mercredi et vendredi après-midi.**

Le titulaire doit mettre à disposition un interlocuteur administratif et technique (numéros de portable) de manière à être joignable durant ces jours et heures ouvrables.

Lorsque survient une panne sur un équipement couvert par le présent accord-cadre, le déclenchement de l'intervention corrective associée se déroule ainsi :

- le maître d'œuvre, sollicite le titulaire par téléphone et confirme par mail. Ce mail doit indiquer à minima :
 - o la localisation et la nature de l'équipement en panne ;
 - o la date et l'heure de la première constatation de la panne ;

- une description sommaire de la panne suivant les informations collectées et relevées.
- le titulaire du marché disposera alors d'un délai d'intervention :
 - d'un (1) jour ouvré pour se rendre sur le site et l'installation sauf sur les sites isolés ou le titulaire disposera d'un délai de 5 jours ouvrés.

Le traitement de la panne est conditionné par sa nature et son importance, résultat d'un diagnostic rapide et fiable, mené par le titulaire.

Cela se traduira alors par :

- une réparation immédiate suivie, d'un compte rendu rapide. Il enverra en même temps sa fiche d'intervention corrective. Il dispose d'un délai d'un (1) jour ouvré pour remettre ces documents. Il établira un devis conforme au BPU qu'il transmettra dans un délai de cinq (5) jours ouvrés ;
- un diagnostic qui conduira à une réparation différée accompagnée d'une commande de pièce. Un compte rendu immédiat sera effectué avec l'envoi de sa fiche d'intervention corrective. Il dispose d'un délai d'un (1) jour ouvré pour remettre ces documents. Il devra fournir dans un délai de cinq (5) jours ouvrés, un devis accompagné d'une facture pro-forma des pièces regroupant ces deux interventions successives (diagnostic +réparation).

Après étude et validation des coûts et des délais de réparation mentionnés sur le devis, il sera notifié au titulaire un bon de commande, si la prestation est supérieure à 1 000 €, sinon elle est comprise dans la maintenance préventive.

Les coûts unitaires de cette intervention seront conformes aux prix mentionnés à l'annexe 2 de l'acte d'engagement de l'accord cadre (BPU).

Pour des besoins d'évolutions des installations existantes ou futures, une intervention à la journée d'étude technique en ingénierie pourra être mise en place conformes aux prix mentionnés à l'annexe 2 de l'acte d'engagement de l'accord cadre (BPU).

2.2.3 Engagements du titulaire

Le titulaire du présent marché s'engage à fournir à l'administration dans un délai de cinq (5) jours ouvrés, un devis détaillé et chiffré de l'intervention à effectuer.

Ce devis fera apparaître à minima:

- le temps de main d'œuvre ;
- le coût de main d'œuvre, conformément aux bordereaux de prix unitaires (BPU) ;
- les forfaits de déplacement, conformément au bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- les forfaits études technique ingénierie, conformément au bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- la justification du prix d'achat des équipements et autres fournitures (pro forma) **pour la maintenance corrective** ;
- le délai prévisionnel d'approvisionnement des équipements et de l'exécution de la prestations qui s'en suit.

Le forfait déplacement, pour chaque site, **est réputé comprendre toutes les sujétions** liées aux frais de déplacements de l'entreprise titulaire, tels que la restauration et l'éventuel hébergement de son personnel. De plus, lors d'une intervention commune à plusieurs prestations sur un même site, notamment un site isolé, il sera demandé à l'entreprise de mutualiser les actions correctives et de n'appliquer qu'un seul forfait déplacement.

Afin de réduire au mieux la durée d'interruption du fonctionnement d'une installation, le titulaire est dans l'obligation de disposer d'un stock de pièces de rechange permettant de rétablir son fonctionnement en moins de cinq (5) jours ouvrés.

ARTICLE 3 : SUIVI D'EXÉCUTION

3.1- Maintenance préventive

Le marché commencera à la date de la notification.

Le titulaire établit dans son offre commerciale un planning annuel précisant les semaines d'intervention. **Ce planning est validé en début de marché lors de la réunion de démarrage fixée par OS.**

Toute modification de ce planning devra être soumise à approbation du maître d'œuvre au moins un (1) mois avant la semaine d'intervention prévue.

De plus le titulaire devra confirmer cinq (5) jours ouvrés avant, la date retenue pour la visite de maintenance.

Après les visites de maintenance préventive, les fiches de suivis techniques détaillant les opérations de maintenance effectuées sur les installations et mentionnant les remarques assorties le cas échéant, doivent être datées et signées par le titulaire (le technicien effectuant la prestation) et obligatoirement contresignées par le maître d'œuvre.

Cette fiche précisera au minimum les éléments suivants :

- ☐ le numéro du bâtiment ;
- ☐ l'identification des équipements (marque, n° de série) ; (sous la forme d'un tableau ligne à ligne)
- ☐ l'ensemble des opérations et contrôles effectués ainsi que les résultats, y compris la liste des éléments changés ;
- ☐ l'obsolescence ou non du matériel en place ;
- ☐ les remplacements de pièces à prévoir ;
- ☐ les modifications à apporter sur les inventaires (marque, n° de série...).

Ces fiches seront transmises au bénéficiaire par voie électronique. L'adresse de messagerie sera communiquée lors de la réunion préalable à l'exécution du marché.

Il est demandé au titulaire d'être force de proposition tout au long de la vie du marché, afin d'apporter au maître d'œuvre des solutions techniques adaptées et chiffrées pour pallier les problèmes récurrents ou nouveaux.

Les suggestions d'amélioration pourront être signalées dans le rapport technique annuel (Cf. § 3.3 du CCTP de l'accord cadre) établi par le titulaire.

3.2- Maintenance corrective

Le titulaire, conformément aux dispositions d'exécution mentionnées aux paragraphes 2.2 prendra contact avec le maître d'œuvre afin de finaliser les conditions de l'intervention.

Les informations générales, les actions menées et les observations apportées seront consignés systématiquement sur les fiches d'interventions. Elles seront archivées dans un classeur de suivi technique laissé au bureau du maître d'œuvre.

3.3- Rapport technique annuel

Un rapport technique annuel sera rédigé par le titulaire afin de permettre à la personne publique d'organiser une gestion rigoureuse de ses installations et de planifier les travaux d'amélioration proposés par le prestataire.

Ce rapport transmis à chaque reconduction par voie dématérialisée au maître, devra contenir à minima :

- le bilan technique des prestations préventives conformément à la DPGF ;
- le bilan technique des prestations correctives ;
- les suggestions d'améliorations générales.

3.4 Rapport état des lieux final

De même, à la fin du marché, un **état des lieux final des installations sera fourni à l'administration.**

Le tableau des matériels figurant en annexe 4 sera remis à jour, à l'administration.

ANNEXE 1 - Tableau des prestations

Prestations	Périodicité	Périodicité
	S*	A* ou Autres
Essai des états des Unités de Signalisation (US), des Alimentation Électrique de Sécurité (AES) et des Alimentation Pneumatique de Sécurité (APS)	X	
Examen du Tableau de Signalisation Incendie (TSI)	X	
Examen de la position d'attente des issues de secours	X	
Constat de l'intégrité des Dispositif de Commande Manuelle (DCM)	X	
Essai de déverrouillage des dispositifs de verrouillage pour issues de secours	X	
Essai de la fonction compartimentage Dispositif Actionné de Sécurité (DAS)	X	
Essai des coffrets de relaying pour ventilateurs de désenfumage	X	
Essai des dispositifs de relaying de mise en sécurité à partir d'un point de détection	X	
Essai du Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie CMSI à partir d'un détecteur automatique et/ou d'un déclencheur manuel par Zone de Mise en Sécurité (ZS)	X	
Essai des exutoires, ouvrants, portes	X	
Entretien des équipements raccordés au Système de Sécurité Incendie (SSI)	X	
Vérification du positionnement et repérage des détecteurs	X	
Essai fonctionnel de chaque détecteur automatique et déclencheur manuel	X	
Essai de fonctionnement des équipement d'alarme et diffuseurs sonores	X	
Essai de fonctionnement des clapets et volets, des Dispositif de Commande Manuelle (DCM) et Dispositif de Commande Manuelle Regroupée (DCMR)	X	
Examen visuel de chaque Dispositif Actionné de Sécurité (DAS)	X	
Essai de décharge des batteries d'accumulateur	X	
Contrôle des indications de zones de Compartimentage (ZC) et Zone de Mise en Sécurité (ZS), des reports d'alarme et transmetteurs téléphoniques	X	
Vérification des isolements, de la tension et de la valeur des courants de garde et d'alarme, de fin de boucle	X	
Vérification des piles constituant la source auxiliaire d'avertissement et remplacement le cas échéant	X	
Vérification des batteries d'accumulateur et remplacement le cas échéant	X	
Spécifique aux Systèmes d'Extinction Automatique à Gaz (IEAG)		
Contrôle visuel compatibilité de l'agent extincteur avec la nature du risque	X	
Contrôle visuel du câblage, des centrales, des dispositifs de signalisation sonore et visuelle.	X	
Contrôle visuel du local protégé	X	
Contrôle Visuel des réservoirs, tuyauteries, raccords et événements de surpressions	X	
Essais du cycle d'extinction par secteur ou par zone (déclencheurs déconnectés).	X	
Vérification de la signalisation des informations au centre de réception des alarmes à distance, à la société de service ou localement, selon le cas	X	
Vérification de la commande des dispositifs de déclenchement (cartouches pyrotechniques et/ou électrovannes)	X	
Vérification de l'audibilité des diffuseurs sonores d'évacuation et de la visibilité des panneaux lumineux.	X	
Test des fonctions asservies (coupure de la climatisation, fermeture des volets et des	X	

portes, télécommande, etc.).		
Détermination de la pression dans les conteneurs de gaz inhibiteurs ou de gaz inertes et de la charge dans les conteneurs de CO2.	X	
Vérifier le bon fonctionnement de toutes les vannes directionnelles et des vannes de neutralisation.	X	
Contrôle de l'alimentation électrique	X	
Évaluer annuellement l'étanchéité du local conformément à la clause 9.2.4 de la norme EN 15004-1 : 2019		X
Requalification décennale des réservoirs (* selon âge du matériel)		X
Vérification de la transmission des informations au centre de réception des alarmes à distance vers un local dédié ou un organisme de télésurveillance.	X	
Spécifiques aux systèmes de désenfumages		
Essai de fonctionnement des systèmes de désenfumage et remplacement le cas échéant de la cartouche, et dispositif divers de commande	X	
Documents d'exploitation et divers		
Assister l'organisme indépendant agréé pour les contrôles périodiques et les visites d'inspection, CVPO et contrôle triennale.	X	
Assister, former, au besoin recycler le personnel dédié à chaque centrale de Système de Sécurité Incendie SSI et les installation avec système d'Extinction Automatique à Gaz (IEAG).		X
Mettre à jour le journal des registres de sécurité par installation	X	
Remise des dossiers techniques et les certifications du système (existante et requise)		X

S* : Semestrielle

A* : annuelle, (suite à Décennale)

ANNEXE 2 - Listes des installations

Voir Listes des installations fournies au DCE au format XLS :

- "Liste Installations DID - LOT 1 .xls"
- "Liste Installations DID - LOT 2 .xls"
- "Liste Installations DID - LOT 3 .xls"